

Questions orales

Quant au nombre d'inspecteurs, c'est l'une de mes principales préoccupations en ce moment. Ces jours derniers, j'ai pris des dispositions pour renforcer la capacité de la CCT, en particulier, à cet égard.

M. Benjamin: Madame le Président, devons-nous alors conclure de la réponse du ministre qu'il va réussir, avec le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor, à faire rétablir le nombre d'inspecteurs de la sécurité aérienne et du transport ferroviaire?

Devons-nous comprendre qu'il n'y aura pas de réduction des années-hommes à la Commission canadienne des transports? Le ministre peut-il assurer à la Chambre qu'il va insister pour que les lois et règlements actuels soient strictement respectés, étant donné qu'ils ne l'ont pas été pendant une longue période avant la présente enquête sur la sécurité?

M. Pepin: Madame le Président, il nous faudrait sûrement un nombre illimité d'inspecteurs pour surveiller la totalité du territoire canadien.

L'un des objectifs du bill C-18 actuellement à l'étude en comité est d'employer le plus possible les inspecteurs à d'autres niveaux qu'à celui du gouvernement central, c'est-à-dire aux niveaux provincial et municipal. Une fois le bill adopté, il sera fait un effort considérable en ce sens.

* * *

LES MINES**L'INSTITUTION D'UN GROUPE D'ÉTUDE POUR ENQUÊTER SUR LES ACCIDENTS**

M. Maurice Foster (Algoma): Madame le Président, comme le ministre du Travail est absent, je vais poser ma question au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Compte tenu du tragique accident minier survenu vendredi dernier à Elliot Lake, en Ontario, qui a coûté la vie à trois mineurs—je suis sûr que tous les députés de la Chambre se joindront à moi pour offrir leurs condoléances aux familles éprouvées—et compte tenu de la hausse spectaculaire des accidents mineurs en Ontario—17 mineurs et ouvriers de surface ont été tués depuis six mois—je voudrais que le ministre me dise si le gouvernement entend prendre les mesures nécessaires pour instituer, conjointement avec les autorités provinciales, un groupe d'étude chargé d'enquêter sur cette hausse alarmante d'accidents miniers?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, je crois savoir que le ministre d'État (Mines) et le ministre du Travail se sont récemment penchés sur cette situation avec beaucoup d'attention. Je pense qu'ils envisagent une solution analogue à celle que propose le député et j'espère qu'ils seront en mesure de donner une réponse définitive au député sous peu.

L'AGRICULTURE**LA SÉCHERESSE DANS L'OUEST—L'ÉTUDE SUR PLACE PAR LE COMITÉ**

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Madame le Président, je voudrais poser une question au vice-premier ministre ou au leader du gouvernement à la Chambre. Elle porte sur la situation désastreuse dans laquelle se trouve l'ouest du Canada à cause du manque de pluie et des températures très élevées qu'y sont enregistrés depuis quelques mois.

Je me demande si l'un ou l'autre de ces messieurs envisagerait de donner au comité permanent de l'agriculture le mandat de se rendre dans cette région du pays afin de constater «de visu» certains des problèmes qui y règnent et de se mettre à l'écoute des producteurs qui ont des solutions à proposer au gouvernement.

[Français]

L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé): Madame le Président, tantôt le ministre des Transports a fourni au chef de l'opposition sur ce sujet des réponses qui indiquaient que le gouvernement prenait les dispositions utiles en l'occurrence. L'honorable député fait maintenant une suggestion qui m'apparaît intéressante. Je veux l'assurer que je la prendrai en sérieuse considération.

[Traduction]

LA RÉCOLTE DE FOURRAGE DANS LES PARCS NATIONAUX

M. Charles Mayer (Portage-Marquette): Madame le Président, je remercie le leader du gouvernement à la Chambre de cette réponse, et je l'engage à examiner sérieusement la question.

Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre responsable de Parcs Canada. Il s'agit d'une question dont je lui ai déjà glissé un mot, et qui concerne les pâturages et la culture de grains de provende dans le parc national Riding Mountain, et dans une certaine mesure, dans le parc national Prince-Albert. J'ai fait quelques recherches à ce sujet, et je voudrais maintenant demander au ministre s'il est disposé à se pencher sérieusement sur cette suggestion.

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Oui, madame le Président. Le député m'a parlé de cette possibilité la semaine dernière, et j'ai fait faire certaines recherches, surtout en ce qui a trait au parc national Riding Mountain.

On me dit qu'il y a quelque 2,000 acres de terre qui pourraient servir. On évalue à plus de 5,000 le nombre d'élan et de cerfs vivant dans ces pâturages du parc Riding Mountain. Comme la politique a toujours été de ne pas permettre au bétail de venir paître dans les parcs, on ne pourrait accéder à la demande du député à moins de contrevenir à la politique établie, et j'ai donc de fortes réserves quant à cette recommandation.

Le député dispose peut-être de plus amples renseignements qui m'inciteraient à effectuer une enquête plus approfondie, ce que je ferais avec plaisir s'il voulait bien me communiquer plus de détails.